



# Dans la rue, en Europe, Rassemblons toutes les forces du Non de gauche !

Chirac, Blair, tous les chefs d'Etat « oui-ouistes » du Conseil européen ont donné ce week-end un spectacle lamentable. Ils tentent de sauver la face en faisant semblant de reporter, de 6 mois, la ratification de la Constitution. Alors qu'en réalité, ils ont peur du verdict populaire au Luxembourg, au Danemark, au Portugal... Ils ne veulent donc rien changer à ce qui a été rejeté, ils attendent seulement un moment plus propice pour faire passer leur marchandise.

Ils n'ont que le mot démocratie à la bouche. Mais leur démocratie n'est pas le libre débat public, le suffrage universel, ce ne sont que des petites ententes secrètes entre amis eurocrates. Quant à Chirac, spécialiste en arnaque politique, il ne représente plus rien, pas plus que son gouvernement illégitime. Il bafoue le suffrage universel ! Alors, comme d'habitude, il trafique, il ruse : il essaie de reporter sa faillite personnelle sur l'Angleterre et sur Blair.

## **POUR CONSTRUIRE L'EUROPE SOCIALE, IL FAUT BATTRE L'EUROPE MARCHANDE !**

La querelle du budget démontre à quel point les grands discours sur l'unification historique de l'Europe ne sont que de la propagande.

Tous veulent maintenant nous faire croire que l'Europe anti-sociale, libérale, c'est la faute des Anglais égoïstes, nationalistes, ou des corporatismes. C'est une diversion honteuse ! Que ce soit Blair ou Chirac, ils veulent tous faire l'Europe à 25, mais sans budget, sans argent public, sans s'attaquer aux richesses. Donc sans service public, sans aides sociales et sans droits protecteurs. Ils ont même refusé un budget passant de 1% des richesses à 1,07% ! Et ils prétendent bâtir l'Europe !

Que ce soit Chirac, Schroeder ou Blair, ils ne veulent en réalité que le nouveau marché des pays de l'Est, et le dumping social à l'Ouest, avec la « concurrence libre ». C'est ce que Blair dit tout haut, en bon libéral à 100%, chef d'Etat d'un pays où la pauvreté et les inégalités s'accroissent à grands pas, mais où les affaires tournent.

Pour changer l'Europe, pour aller de l'avant sans tomber dans les politiques nationalistes, il faut com-

mencer par étendre et confirmer dans toute l'Europe le rapport de forces social et politique du 29 mai. Avec les syndicats, avec les forces altermondialistes, avec les forces de gauche opposées aux traités libéraux, exigeons immédiatement des mesures d'urgences : retrait de la directive Bolkestein, de la directive qui « autorise » les semaines de 65 heures, de toutes les directives qui détruisent les services publics par la concurrence forcée. Arrêtons le Pacte de stabilité, qui généralise l'austérité et les bas salaires !

## **FAIRE CHUTER CHIRAC ET SON GOUVERNEMENT !**

55% des électeurs et électrices, 60% des sympathisants socialistes, les trois quarts des ouvriers, des chômeurs, des salariés en intérim ou en précarité, ont voté NON à l'Europe anti-sociale. En 2004, les mêmes ont déjà deux fois rejeté Raffarin, Chirac, Sarkozy et Villepin. Ce n'est pas pour les revoir en pire !

Personne n'a voté, à part les riches amis de Sarkozy et de Sellière, pour des contrats précaires de deux ans avec licenciement possible à tout instant, pour saborder le Code du travail, pour sanctionner les chômeurs, pour donner encore plus d'argent public aux entreprises, pour attaquer le droit de grève, pour privatiser EDF-GDF.

Ce gouvernement des 100 jours ne doit pas durer. Les syndicats, les forces sociales et politiques rassemblées dans le NON de gauche, ne doivent pas le laisser faire. La journée du 21 juin n'est qu'un avertissement.

Tous ensemble, dans la rue, pour défendre l'emploi, interdire les contrats précaires et les licenciements, pour augmenter les salaires, pour le SMIC à 1500 euros.

**Le 20 juin 2005**